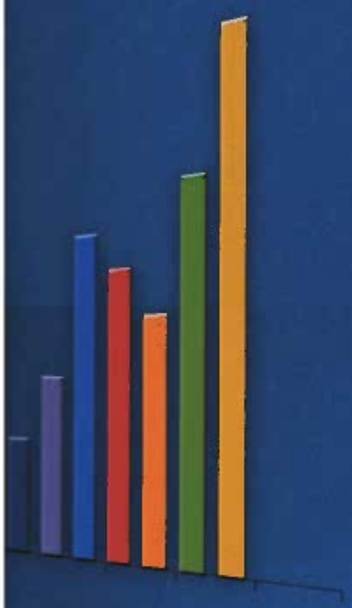
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Demande de renseignements généraux

INSTITUT **DE LA STATISTIQUE** DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca



Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Demande de renseignements généraux

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

TABLE DES MATIÈRES

N°	Nom de la demande	Page
Q-1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.	1
Q-2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	3
Q-3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	4
Q-4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.	5

N°	Nom de la demande	Page
Q-5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.	7
Q-6	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.	8
Q-7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés : par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	9
Q-8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.	11

N°	Nom de la demande	Page
Q-9	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	12
Q-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	13
Q-11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	14
Q-12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : • la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	15

N°	Nom de la demande	Page
Q-13	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i. a) au Québec; ii. b) à l'extérieur du Québec.	16
Q-14	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	17
Q-15		
a)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : 35 ans et plus.	18
b)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.	18
c)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.	19
d)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	19
e)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); • le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	20

N°	Nom de la demande	Page
f)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.	21
g)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	22
h)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	22
i)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.	22
j)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).	23
k)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.	23
l)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.	24
m)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).	24
n)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	24
o)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.	24
p)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	25
q)	Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.	25

N°	Nom de la demande	Page
r)	L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.	25
Q-16	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	26
Q-17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	27
Q-18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	28
Q-19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.	29
Q-20	Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	30

N°	Nom de la demande	Page
Q-21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	31
Q-22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2018-2019.	32
Q-23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2018-2019; c) par catégorie d'âge.	33
Q-24	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.	34
Q-25	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.	35
Q-26	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	36
Q-27	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.	37
Q-28	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	40
Q-29	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.	41

N°	Nom de la demande	Page
Q-30	Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	46
Q-31	Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	47
Q-32	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.	48
Q-33	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.	49
Q-34	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	50
Q-35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	51
Q-36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	52
Q-37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.	53
Q-38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.	54
Q-39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	55
Q-40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	56

N°	Nom de la demande	Page
Q-41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	57
Q-42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	58
Q-43	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	59
Q-44	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	60
Q-45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	61
Q-46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	62
Q-47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	63
Q-48	Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	64
Q-49	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	65
Q-50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	66
Q-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	67
Q-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	68
Q-53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	69
Q-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	70
Q-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	71
Q-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	72
Q-57	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.	73

N°	Nom de la demande	Page

Q-58 Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*. 74

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :
a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) les motifs de la demande;
g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Q-59 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 : 75
a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Q-60 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : 76
a) la masse salariale.
b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Q-61 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme. 77

Q-62 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : 78
a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

Q-63 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable. 79

N°	Nom de la demande	Page

Q-64 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun : 80
a) le sujet;
b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Q-65 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : 81
a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Q-66 Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun : 82
a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-67 Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. 83

Sigles utilisés dans ce document :

ETC	Équivalent temps complet
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MO	Ministères et organismes
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SFPQ	Syndicat de la fonction publique du Québec
TI	Technologies de l'information

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
- **les détails de ces ententes;**
- **les résultats obtenus à ce jour.**

h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés :

N°	Dates	Endroit	But du voyage	Personnes rencontrées	Coûts ($)		
					Transport	Autres frais de voyage	Total
1.	2017-05-10 au 2017-05-12	Ottawa (Ontario)	Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique	Statisticien en chef du Canada et autres gestionnaires, Statistique Canada Coordonnateurs statistiques des autres provinces et territoires	591,37	982,47	1 573,84
2.	2017-05-17 au 2017-05-17	Ottawa (Ontario)	Visite d'une entreprise dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG) 2017	Maureen McKenna, Radio Canada	105,05	10,08	115,13
3.	2017-05-21 au 2017-05-26	Paris (France)	Invitation de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour contribuer, à titre d'expert, aux thématiques proposées pour la Conférence ministérielle de la francophonie sur la culture qui aura lieu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) les 22 et 23 juillet 2017	Youma Fall et Toussaint Tiendrébéogo, OIF Jean Musitelli, président du Comité d'orientation de la Conférence Pape Massène Sene et Francisco d'Almeida, membres du Comité d'orientation Marilse Bete, créatrice, Yaoundé, Cameroun Omar Sall, producteur audiovisuel, Sénégal Massamba Gueye, artiste et professeur, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal Ronald Paul, École nationale des arts, Haïti Véronique Tadjo, artiste, Grande-Bretagne Rithy Panh, cinéaste, Cambodge Alain Klyindou, professeur, Université de Bordeaux, France Jean-Guy Boin, Bureau international de l'édition française, France	0,00	0,00	0,00
4.	2017-05-29 au 2017-05-30	Ottawa (Ontario)	Visite d'une entreprise dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG) 2017	Louis Rozza, Postes Canada	152,52	223,50	376,02
5.	2017-06-07 au 2017-06-07	Toronto (Ontario)	Visite d'une entreprise dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG) 2017	Bhavna Patel, Banque Scotia	417,37	53,09	470,46

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 (suite) :

N°	Dates	Endroit	But du voyage	Personnes rencontrées	Coûts ($)		
					Transport	Autres frais de voyage	Total
6.	2017-07-08 au 2017-07-16	Paris (France)	Rencontre de travail à titre de membre du Comité d'orientation de l'axe « Dispositif d'observation des dynamiques culturelles et linguistiques », créé et animé par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF)	Youma Fall, Toussaint Tiendrébéogo, Alexandre Wolff, Véronique Girard et Youssef Arrif, OIF Bernadette Dufrêne, Université Paris 8 Souleymane Bachir Diagne, Université Columbia, États-Unis Yacouba Konaté, Université de Cocody, Côte-d'Ivoire François Chaubet, Université de Nanterre Paris-Ouest Ronald Paul, Politique culturelle et action artistique, Haïti Destiny Tchehouali, Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) Hervé Sabourin, Bureau du Moyen-Orient, Agence universitaire de la francophonie, Liban Fernand de Varennes, Faculté de droit, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick	317,00	753,09	1 070,09
7.	2017-09-18 au 2017-09-20	Ottawa (Ontario)	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique sociale	Représentants de Statistique Canada, ainsi que des provinces et territoires en matière de statistique sociale	699,06	668,73	1 367,79
8.	2017-09-20 au 2017-09-20	Ottawa (Ontario)	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique du travail	Représentants de Statistique Canada, ainsi que des provinces et territoires	78,09	54,24	132,33
9.	2017-09-25 au 2017-09-28	Ottawa (Ontario)	Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	Représentants de Statistique Canada, ainsi que des provinces et territoires en matière d'état civil	205,12	988,21	1 193,33
10.	2017-10-03 au 2017-10-05	Toronto (Ontario)	Invitation du ministère des Finances de l'Ontario pour une rencontre bilatérale sur les comptes économiques	Rob Nicholson, Manir Hossai et Emily Powadiuk, Ministère des Finances de l'Ontario	810,61	817,42	1 628,03
11.	2017-10-07 au 2017-10-16	Stirling, Écosse (Royaume-Uni)	Communication scientifique à propos de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ 1998-2023) et du démarrage d'une nouvelle étude de cohorte de naissances au Québec dans le cadre de la conférence annuelle de la Society for Longitudinal and Lifecourse Study (SLLS)	Line Knudsen, ScotCen Social Research, coordonnatrice de l'étude longitudinale Growing up in Scotland Galina Daraganova, Autralian Institute of Family Studies, coordonnatrice de l'étude longitudinale Growing up in Australia Cyrille Delpierre et Michelle Kelly-Irving, Inserm, France Monica Budowski, Université de Fribourg, Suisse	1 270,37	1 861,28	3 131,65
12.	2017-12-11 au 2017-12-14	Ottawa (Ontario)	Participer à un atelier offert par Statistique Canada sur la méthodologie et les processus de la contre-vérification des dossiers et de l'Étude sur le surdénombrement du recensement, afin de préparer les participants à l'étape de la validation des estimations d'erreurs de couverture du Recensement utilisées dans la production des estimations de population	Normand Laniel, Martin Provost, Martin St-Pierre, Michel Parenteau, Jane Wang et Herménégilde Nkurunziza de Statistique Canada	103,42	2 326,46	2 429,88
13.	2018-01-29 au 2018-02-01	Ottawa (Ontario)	Comité fédéral-provincial-territorial sur la statistique économique	Représentants de Statistique Canada (André Loranger, statisticien en chef adjoint et James Tebrake, Richard Evans, Daniela Ravindra, directeurs et directeurs généraux), ainsi que des provinces et territoires	125,89	698,47	824,36
14.	2018-02-15 au 2018-02-16	Ottawa (Ontario)	Table ronde sur les statistiques de la culture organisée par Patrimoine canadien et Statistique Canada	Jérôme Moisan et Nicole Frenette, Patrimoine canadien Deml Kotsovos et Mark Uhrbach, Statistique Canada Représentants d'associations, de regroupements et d'organismes de la culture du Québec et du Canada	748,34	251,81	1 000,15

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 18)** :
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
b) les coûts ventilés;
c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants :

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 17) :**
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
e) le but visé par chaque dépense;
f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse :

Publicité, articles promotionnels et commandites

Nom du professionnel ou de la firme	But visé	Mode d'octroi	2017-2018 Dépenses
Compro Communications inc.	Message pour la mise en attente téléphonique	Gré à gré	2 340 $

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 24)** :
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Organisés par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme

Conférences de presse :

Aucune.

Événements médiatiques :

Aucun.

Organisation d'événements :

21es Journées annuelles de santé publique (JASP). Participation au salon des exposants, les 5 et 6 décembre 2017 au Centre des congrès de Québec	
But visé	**Sommes dépensées en 2017-2018**
Alimentation du kiosque en électricité	144 $
Déplacement des employés et du matériel du kiosque	46 $
Impression d'infographies et de signets	235 $
Location d'un espace d'exposition	500 $

Rencontre des parties – Diffusion des résultats du Rapport sur la rémunération des salariés. État et évolution comparés dans les locaux de l'ISQ de Montréal et de Québec en visioconférence, le 29 novembre 2017	
But visé	**Sommes dépensées en 2017-2018**
Impression des « Faits saillants Rémunération des salariés 2017 »	115 $
Rafraîchissements	95 $

Rencontre des parties – Révision du programme de comparaison de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG) – 1er novembre 2017 dans les locaux de l'ISQ à Montréal	
But visé	**Sommes dépensées en 2017-2018**
Rafraîchissements	20 $

Nombre total d'événements :

Type d'événements organisés par le ministère ou l'organisme	**2017-2018**
• conférences de presse	0
• événements médiatiques	0
• organisation d'événements	3

Q-4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) (suite) :

Organisés par un professionnel ou par une firme externe

Conférences de presse :

Aucune.

Événements médiatiques :

Aucun.

Organisation d'événements :

Aucun.

Q-5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie :

Aucune.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie :

N°	Fournisseur	Firme de publicité ou de communications	But visé	Somme dépensée en 2017-2018 $
1.	Accent Formation inc.	Ne s'applique pas	Formation visant l'amélioration de la rédaction administrative et l'écriture de textes structurés	375
2.	École internationale de langues YMCA	Ne s'applique pas	Formation visant à fournir les outils nécessaires à la rédaction de courriels, de lettres ou de notes de service tout en appliquant et en respectant les règles fondamentales de l'orthographe et de la syntaxe	524
3.	On traduit à Québec	Ne s'applique pas	Formation visant à acquérir des techniques pour réaliser des traductions plus idiomatiques en français ou en anglais	360

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphes 22 et 23)** :
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées :

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphes 22 et 23)** :
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

- **par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018 :**

N°	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat et résultat (rapport ou document final)	Coût $	Mode d'octroi
1	Above security inc.	Évaluation de la robustesse de la sécurité d'un logiciel.	7 760	Gré à gré
2	Académie de transformation	Formation - Être professionnel.	2 100	Gré à gré
3	Askia US, LLC	Installation et formation pour le banc d'essai d'une solution de collecte.	8 680	Gré à gré
4	Bleu Outremer	Création d'une signature visuelle pour la nouvelle étude de cohorte de naissances.	12 165	Gré à gré
5	Bodin Denis	Service technique pour la réalisation du dossier des outils de collecte.	4 950	Gré à gré
6	Dubé Louise	Membre du comité d'éthique.	24 500	Gré à gré
7	Échantillonneur ASDE	Pairage automatique de numéros de téléphone.	850	Gré à gré
			1 850	Gré à gré
			840	Gré à gré
			350	Gré à gré
			300	Gré à gré
			316	Gré à gré
8	Gestion/Conseil Manon Daigneault inc.	Formation - La force d'une équipe : un défi à réaliser ensemble.	2 500	Gré à gré
9	Gosécure inc.	Migration de la solution RSA Authentication Manager.	4 800	Gré à gré
10	IMDS Canada	Amélioration de la reconnaissance de caractères AD'DOC IIM.	8 064	Gré à gré
11	Informatique Procontact inc.	Accompagnement et soutien aux travaux d'infrastructures technologiques.	9 750	Gré à gré
12	Kairouz Sylvia	Membre du comité d'éthique.	24 500	Gré à gré
13	Micro Logic	Accompagnement et soutien aux travaux d'infrastructures technologiques.	9 750	Gré à gré
14	Octopus-ITSM.com inc.	Accompagnement pour l'implantation du logiciel Octopus.	3 200	Gré à gré
		Avenant pour travaux supplémentaires au contrat conclu le 17/07/2017.	3 000	Gré à gré
15	Robichaud Véronique	Modèle d'équilibre général du ministère des Finances du Québec.	11 700	Gré à gré
16	Sematos	Travaux de traduction.	2 783	Gré à gré

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

- **par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018 (suite) :**

N°	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat et résultat (rapport ou document final)	Coût $	Mode d'octroi
17	Versalys	Formation - Négocier pour gagner ensemble.	4 180	Gré à gré
18	Vudumobile	Contrat de prestation de services de messagerie texte.	5 000	Gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000 $, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

- **par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018 :**

Ne s'applique pas.

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ;

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation :

2017-2018

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'échéancier;
e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions :

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

Q-11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
e) une description de son mandat;
f) la date de début de son contrat;
g) la date prévue de fin de son contrat;
h) sa rémunération annuelle :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années :

2017-2018

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Q-13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

Dépenses	Coûts $
a) la photocopie (incluant papier);	15 860
b) le mobilier de bureau;	1 825
c) l'ameublement;	1 417
d) la décoration et l'embellissement;	0
e) le distributeur d'eau de source;	0
f) le remboursement des frais de transport;	43 950
g) le remboursement des frais d'hébergement;	21 558
h) le remboursement des frais de repas;	10 269
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes (25 ans de service et autres);	2 427
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec;	47 943
ii. à l'extérieur du Québec.	4 855

Q-14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

Dépenses	2017-2018
a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;	41 appareils : • 9 téléphones cellulaires • 32 iPhones
b), i) et j) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) et d'ordinateurs portables utilisés;	Aucun
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;	Aucun
d) les coûts d'acquisition des appareils;	0 $
e) le coût d'utilisation des appareils;	12 923 $ (incluant tous les frais tels les appels interurbains)
f) le coût des contrats téléphoniques;	13 795,20 $
g) les noms des fournisseurs;	Centre de services partagés du Québec (Rogers)
h) le nombre de minutes utilisées;	
k) le coût des frais d'itinérance;	0 $
l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	0 $

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 25)** :
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus, ainsi que 35 ans et moins;

2017-2018

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	0	0	12	63,16	7	36,84	0	0	19	100
Hommes de 35 ans et plus	8	9,76	56	68,29	18	21,95	0	0	82	100
Total - Hommes	**8**	**7,92**	**68**	**67,33**	**25**	**24,75**	**0**	**0**	**101**	**100**
Femmes de moins de 35 ans	0	0	18	46,15	21	53,85	0	0	39	100
Femmes de 35 ans et plus	7	4,90	77	53,85	59	41,25	0	0	143	100
Total - Femmes	**7**	**3,85**	**95**	**52,20**	**80**	**43,95**	**0**	**0**	**182**	**100**
SOUS-TOTAL : moins de 35 ans - Hommes et femmes	0	0	30	51,72	28	48,28	0	0	58	100
SOUS-TOTAL : 35 ans et plus - Hommes et femmes	15	6,67	133	59,11	77	34,22	0	0	225	100
TOTAL : Hommes et femmes par catégorie d'emploi	**15**	**5,30**	**163**	**57,60**	**105**	**37,10**	**0**	**0**	**283**	**100**
TOTAL : Hommes et femmes sur le total des effectifs	**15**	**5,30**	**163**	**57,60**	**105**	**37,10**	**0**	**0**	**283**	**100**
Personnes handicapées de moins de 35 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnes handicapées de 35 ans et plus	0	0	2	50	2	50	0	0	4	100
Total - Personnes handicapées	**0**	**0**	**2**	**50**	**2**	**50**	**0**	**0**	**4**	**100**
Communautés culturelles de moins de 35 ans	0	0	3	37,50	5	62,50	0	0	8	100
Communautés culturelles de 35 ans et plus	0	0	17	77,27	5	22,73	0	0	22	100
Total - Communautés culturelles	**0**	**0**	**20**	**66,67**	**10**	**33,33**	**0**	**0**	**30**	**100**
Anglophones de moins de 35 ans	0	0	1	100	0	0	0	0	1	100
Anglophones de 35 ans et plus	0	0	1	100	0	0	0	0	1	100
Total - Anglophones	**0**	**0**	**2**	**100**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**100**
Autochtones de moins de 35 ans	0	0	0	0	1	100	0	0	1	100
Autochtones de 35 ans et plus	0	0	0	0	1	100	0	0	1	100
Total - Autochtones	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**100**	**0**	**0**	**2**	**100**

N'inclut pas le directeur général ni les étudiants. Concernant les caractéristiques de la diversité, un employé peut se retrouver à deux endroits (par exemple : communauté culturelle et anglophone).

Ces informations proviennent du rapport SAGIR « Rapport-Étude des crédits-RH – Effectifs et réserves » au 20 mars 2018.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (suite) :

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

2017-2018[1-2-3]

Catégorie d'emploi	Jours de maladie
Cadres	40,82
Professionnels	1 665,29
Fonctionnaires	804,16
Ouvriers	0
Total	**2 510,27**

1. N'inclut pas le DG.
2. Ces informations proviennent du rapport SAGIR au 20 mars 2018 pour les données au 28 mars 2018. Le rapport inclut les autorisations d'absences saisies à SAGIR, même celles saisies à l'avance.
3. Considérant le déploiement du rapport SAGIR visant la standardisation entre les MO, la formule présente des critères différents d'extraction comparativement aux années antérieures.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

2017-2018[1-2-3]

Congés maladie	Nombre de personnes ayant :					Valeur estimée avec la part de l'employeur[4]
	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	Total	
Cadres	3	3	5	4	**15**	-
Professionnels	45	60	29	29	**163**	-
Fonctionnaires	75	19	10	1	**105**	-
Ouvriers	0	0	0	0	**0**	-
Total	**123**	**82**	**44**	**34**	**283**	**3 871 762 $**

1. N'inclut pas le DG.
2. Inclut les intervieweurs.
3. Ces informations proviennent du rapport SAGIR au 20 mars 2018 pour les données au 28 mars 2018. Le rapport inclut les autorisations d'absences saisies à SAGIR, même celles saisies à l'avance.
4. Estimation au 28 mars 2018 avant le calcul de la valeur actualisée.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (suite) :

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- **le coût moyen par employé, selon la classe de travail;**

2017-2018[1-2-3]

Catégorie d'emploi	Nombre d'heures supplémentaires effectuées	Heures supplémentaires compensées		Heures supplémentaires payées	
		Nombre	Montant $	Nombre	Montant $
Cadres	0	0	0	0	0
Professionnels	863,81	561,91	25 322,93	301,90	13 718,98
Fonctionnaires	204,31	62,98	2 671,21	141,33	5 715,61
Ouvriers	0	0	0	0	0
Total	**1 068,12**	**624,89**	**27 994,14**	**443,23**	**19 434,59**

1. N'inclut pas le DG.
2. Inclut les intervieweurs.
3. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 16 mars 2018 pour les données au 28 mars 2018.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (suite) :

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

2017-2018[1-2-3]

Jours de vacances					
Mois	**Cadres**	**Professionnels**	**Fonctionnaires**	**Ouvriers**	**Total**
Avril	5	170,45	131,56	0	**307,01**
Mai	7,5	117,21	94,07	0	**218,78**
Juin	51	260,98	201,40	0	**513,38**
Juillet	31,5	599,64	390,16	0	**1021,3**
Août	100,5	968,54	381,64	0	**1 450,68**
Septembre	15,50	272,35	67,10	0	**354,95**
Octobre	19	65,35	49,77	0	**134,12**
Novembre	6	51,63	34,69	0	**92,32**
Décembre	22	218,49	111,79	0	**352,28**
Janvier	23,5	279,94	123,21	0	**426,65**
Février	5	67,44	35,86	0	**108,3**
Mars	12	77,19	36,50	0	**125,69**
Total	**298,5**	**3 149,21**	**1 657,75**	**0**	**5 105,46**

1. N'inclut pas le DG.
2. Inclut les intervieweurs.
3. Ces informations proviennent du rapport SAGIR au 20 mars 2018 pour les données au 28 mars 2018. Le rapport inclut les autorisations d'absences saisies à SAGIR, même celles saisies à l'avance.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (suite) :

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

2017-2018[1-2-3]

	Nombre de personnes ayant :					Valeur estimée avec la part de l'employeur[5]
	Moins de 10 jours[4]	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	Total	
Jours de vacances	212	71	0	0	283	1 822 917 $

1. N'inclut pas le DG.
2. Inclut les intervieweurs.
3. Ces informations proviennent du rapport SAGIR au 20 mars 2018 pour les données au 28 mars 2018. Le rapport inclut les autorisations d'absences saisies à SAGIR, même celles saisies à l'avance.
4. Inclut les réserves négatives.
5. Estimation au 28 mars 2018.

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

2017-2018

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

2017-2018

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (suite) :

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

2017-2018[1-2]

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Québec	12	80,00	115	72,78	45	78,95	0	0,00	172	74,78
Montréal	3	20,00	43	27,22	12	21,05	0	0,00	58	25,22
Total sur l'ensemble des effectifs	15	6,52	158	68,70	57	24,78	0	0,00	230	100,00

1. N'inclut pas le DG.
2. Ces informations proviennent du rapport SAGIR « GIR – Étude des crédits RH – Effectifs et réserves » en date du 20 mars 2018 au 28 mars 2018.

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

2017-2018[1]

Catégorie de personnel	Professionnels avec poste expert		Professionnels avec poste émérite		Professionnels avec prime de protection		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	14	42,42	0	0	1	100	15	44,12
Femmes	19	57,58	0	0	0	0	19	55,88
Sous-total par complexité	33	100	0	0	1	100	34	100
Total	33	100	0	0	1	100	34	100

1. Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « GIR – Étude des crédits – Effectifs et réserves » en date du 20 mars 2018.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (suite) :

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

2017-2018[1]

Catégorie de personnel	Professionnels		Fonctionnaires		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	0	0	0	0	0	0
Femmes	0	0	1[2]	100	1	100
Total	**0**	**0**	**1**	**100**	**1**	**100**

1. Ces informations proviennent du rapport SAGIR en date du 20 mars 2018 au 28 mars 2018.
2. Horaire majoré.

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

2017-2018[1-2]

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Québec	14	82,35	115	72,78	45	78,95	0	0,00	174	75,00
Montréal	3	17,65	43	27,22	12	21,05	0	0,00	58	25,00
Total sur l'ensemble des postes	**17**	**7,33**	**158**	**68,10**	**57**	**24,57**	**0**	**0,00**	**232**	**100,00**

1. N'inclut pas le DG.
2. Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « GIR – Étude des crédits RH – Effectifs et réserves » en date du 20 mars 2018.

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (suite) :

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;

2017-2018

Aucun.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi :

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-16 Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2017-2018 seulement.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

2017-2018

5 remplacements.

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;

Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :

2017-2018

Aucun.

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

Liste des ententes d'occupation		
	Québec	**Montréal**
a) l'emplacement de la location;	200, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1R 5T4	1200, av. McGill College Montréal (Québec) H3B 4J8
b) la superficie totale pour chaque local loué;	6 583 m²	1 714 m²
c) la superficie totale réellement occupée;		
d) la superficie inoccupée;		
e) le coût de location au mètre carré;		
f) le coût total de ladite location;	1 744 302 $	
g) les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2017;	7 826 $	5 475 $
h) la durée du bail;	25 ans	6 ans et 3 mois avec option de renouvellement pour 5 ans
i) le propriétaire de l'espace loué;	Whiterock 200 Ste-Foy inc.	1200 McGill College Fiducie commerciale no 1
j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.		

Note : La Société québécoise des infrastructures (SQI) est signataire des baux à Québec et à Montréal.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 27)** :
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) la ou les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux :

Aucun.

Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État* :

Ne s'applique pas.

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme :

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 26)** :
http://www.stat.gouv.qc.ca/institut/acces-information/depenses_salaires/index.html.

Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

2017-2018[1]

Cadres		
a) le nom de la personne;	Végiard, Sylvain	Roy, Sophie
b) le poste occupé;	Conseiller stratégique à l'évolution des pratiques statistiques	En congé sans solde
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;	110 508 $	106 215 $
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;	Directeur de la méthodologie et de la qualité / Conseiller à l'évolution des pratiques statistiques	Directrice des ressources financières et matérielles / Congé sans solde
e) la date de l'assignation hors structure;	22 décembre 2016	13 novembre 2014
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	3 juillet 2019	13 novembre 2020

1. Ces informations proviennent du rapport SAGIR « GIR – Étude des crédits RH – Hors structure » au 20 mars 2018.

Q-22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2018-2019 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) prévisions pour 2018-2019;
c) par catégorie d'âge :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-24 Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

2017-2018

Aucun.

Q-25 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission :

Veuillez référer à la réponse de la question 15 j).

Q-26 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

2017-2018

a) le nom de la personne;	Vallières, Sylvie
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;	Libérée à temps complet au SFPQ
c) le salaire de base[1] et les bonis, le cas échéant;	41 767 $
d) l'assignation initiale;	Agente de bureau
e) l'assignation actuelle;	Libérée à temps complet au SFPQ
f) la date de l'assignation hors structure;	22 mai 2008
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	Indéterminée

1. Salaire à l'Institut de la statistique du Québec.

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories :

2017-2018

Fournisseur	Titre	Coût ($)
Données		
Nielsen Media Research	Soundscan	18 002
Statistique Canada	Accès CANSIM	2 000
	Commerce international, 2016	11 231
	Enquête sur la population active (EPA)	4 607
	Fichier de microdonnées à grande diffusion	5 000
	Rapport de dépendance économique (RDE) et Mesure de faible revenu (MFR)	1 673
	Statistiques financières des entreprises	200
The NPD Group	Ventes de DVD pour le Québec	5 000
	Total	**47 713**
Revues, journaux, Internet, etc.		
Bibliothèque et Archives nationales de Québec	À rayons ouverts : bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec	Gratuit
Édition Yvon Blais	Accès à l'information (mises à jour)	479
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Accès-acquisition	500
Les Éditions Rogers limitée	Avantages : le magazine de la gestion des caisses de retraite et des avantages sociaux au Québec	Gratuit
PowerShift Communication inc.	Benefits and pensions monitor	158
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Bulletin d'information de l'ÉNAP (courriel)	Gratuit
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Bulletin de l'Observatoire international sur la santé et les services sociaux (courriel)	Gratuit
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Bulletin du Réseau sur le vieillissement et les changements démographiques (courriel)	Gratuit
Canadian Mining Journal	Canadian Mining Journal	Gratuit
Courrier international	Courrier international	10
Charles Vallerand	Cultures à l'ère numérique (Bulletin)	120
International Monetary Fund	F&D Finance and Development	Gratuit
Gestion HEC Montréal	Gestion, Revue internationale de gestion (2 ans)	85
Société canadienne du cancer – Division du Québec	Info-tabac.ca (courriel)	Gratuit
Institut universitaire de gériatrie de Montréal	Infolettre (courriel)	Gratuit

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018 (suite) :

Fournisseur	Titre	Coût ($)
Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)	IRDES – Eco-Santé France (en ligne)	Gratuit
Iris Institute	Iris News (en ligne)	Gratuit
L'actualité	L'actualité	39
Le bulletin des agriculteurs	Le bulletin des agriculteurs (3 ans)	94
Le Devoir	Le Devoir (en ligne)	185
Curateur public du Québec	Le point : le bulletin destiné aux collaborateurs des établissements et des résidences de santé et de services sociaux	Gratuit
Les producteurs de lait du Québec	Le producteur de lait québécois	Gratuit
Les Affaires	Les Affaires (2 ans)	65
Society for Longitudinal and Lifecourse Studies	Longitudinal and Lifecourse Studies Journal	543
Canadian & American Mines Handbook	Mines Handbook online (1 lien, 2 ans)	360
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	Monde ouvrier	Gratuit
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)	Nouvelles CSQ (devenu en cours d'année CSQ le magazine)	Gratuit
Institut du développement et de la santé des enfants et des adolescents (IDSEA)	Nouvelles de l'IDSEA	Gratuit
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Perspectives CSN	Gratuit
Institut national d'études démographiques (INED)	Population	144
Association Population & Avenir	Population & Avenir	64
John Wiley & Sons inc.	Population & Development Review	398
Société française de santé publique, Caisse nationale de l'Assurance maladie	Pratiques et organisation des soins	Gratuit
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) et l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST)	Prévention au travail	Gratuit
Oxford University Press	Public opinion Quarterly print & online and journal of survey statistics and methodology print & online	544
Scott's Directories	Quebec Industrial - Scott's online pin pointer version (2 accès)	359
Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES)	Questions d'économie de la santé - IRDES	Gratuit
Qui fait Quoi inc.	Qui fait Quoi (publication d'informations concernant les industries de la culture et des communications)	500
Banque du Canada	Rapport sur la politique monétaire	Gratuit
Fonds de recherche du Québec - Santé (FRQS)	Recherche en santé	Gratuit

Q-27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018 (suite) :

Fournisseur	Titre	Coût ($)
Banque du Canada	Revue du système financier	Gratuit
McMullin Publishers Ltd	Tarif des douanes - Mise à jour (Notes explicatives)	1 271
Université du Québec, École nationale d'administration publique (ENAP)	Télescope – Observatoire de l'administration publique	Gratuit
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	The civil	130
The Economist	The Economist	152
Northern Miner	The Northern Miner Weekly Report (courriel)	Gratuit
Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)	Vient de paraître à l'IRDES (en ligne)	Gratuit
	Total	**6 200**

Q-28 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre :

2017-2018

Aucun.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Nom du site Web :

Institut de la statistique du Québec (www.stat.gouv.qc.ca) depuis 1999

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisation à l'interne.

c) Coûts de construction du site :

0,8 effectif à temps complet professionnel : 40 658 $.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2017-2018 :

Ressources humaines :	
Professionnel :	58 155 $
Technicien :	18 963 $
Coûts directs :	4 126 $
TOTAL :	**81 244 $**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2017-2018 :

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2017-2018 :

Quotidienne.

h) Responsable du contenu sur le site :

Directrice de la diffusion et des communications.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site (suite) :

a) Nom du site Web :

Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ) (www.jesuisjeserai.stat.gouv.qc.ca) depuis 2005

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la Direction de la diffusion et des communications (DDC) et la Direction des technologies de l'information (DTI) à partir des directives (contenu) de l'équipe ÉLDEQ et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par la firme Bleu Outremer dans le cadre d'un contrat de renouvellement de l'image, du slogan et du logo de l'ÉLDEQ.

c) Coûts de construction du site :

4 800 $.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2017-2018 :

Ressources humaines :	2 054 $
Coûts directs :	0 $
TOTAL :	**2 054 $**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2017-2018 :

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2017-2018 :

Environ une par deux mois et quelques demandes périodiques liées à des activités de collecte ou à la diffusion de publications.

h) Responsable du contenu sur le site :

Une professionnelle de l'équipe de l'ÉLDEQ, de la Direction des études longitudinales et sociales.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site (suite) :

a) Nom du site Web :

Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM) (www.eqdem.stat.gouv.qc.ca) depuis novembre 2011

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la DDC et la DTI à partir des directives (contenu) de l'équipe de l'EQDEM et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par la firme Factorie l'agence dans le cadre de création d'un visuel pour l'enquête.

c) Coûts de construction du site :

11 658 $.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2017-2018 :

Ressources humaines :	657 $
Coûts directs :	0 $
TOTAL :	**657 $**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2017-2018 :

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2017-2018 :

Aucune.

h) Responsable du contenu sur le site :

La chargée de projet de l'EQDEM.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site (suite) :

a) Nom du site Web :

Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs (Grandir en qualité) (www.grandirenqualite.gouv.qc.ca) depuis août 2013

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la DDC et la DTI à partir des directives (contenu) de l'équipe Grandir en qualité, et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par Diane Girard, graphiste.

c) Coûts de construction du site :

5 187 $.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2017-2018 :

Ressources humaines :	0 $
Coûts directs :	0 $
TOTAL :	**0 $**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2017-2018 :

Ne s'applique pas.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2017-2018 :

Aucune.

h) Responsable du contenu sur le site :

Coordonnateur de l'équipe Grandir en qualité.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site (suite) :

a) Nom du site Web :

Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) (www.bdso.gouv.qc.ca) depuis 2003

Le site Web de la BDSO présente des statistiques de ministères et organismes producteurs de statistiques officielles au Québec, dont l'ISQ est mandataire du projet.

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisation externe : Oracle, Telus, Korem
Réalisation à l'interne : DTI

c) Coûts de construction du site :

Développement et réalisation : 4,7 M$

- 50 % assumé par l'ISQ;
- 50 % financé par le Conseil du trésor, grâce au Fonds d'incitation au partenariat interministériel.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant la traduction) 2017-2018 :

Ressources humaines :	**Informatique**	**Pilotage***
Professionnels :	0 $	18 844 $
Technicien :	0 $	2 119 $
Étudiant :	0 $	0 $
Coûts directs :		
Autres dépenses :	0 $	0 $
SOUS-TOTAL :	**0 $**	**20 963 $**
TOTAL :	**20 963 $**	

* **Coûts de mise à jour des données exclusivement.**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2017-2018 :

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2017-2018 :

Quotidiennement, l'ISQ rediffuse sur le site Web de la BDSO les informations statistiques qu'il met à jour sur son propre site Web. Selon un calendrier de diffusion établi, l'ISQ a diffusé en 2017-2018 des informations statistiques provenant de la Société de l'assurance automobile du Québec, du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports ainsi que du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Durant la même période, il a traité les informations de la Régie de l'assurance maladie du Québec.

h) Responsable du contenu sur le site :

Directrice de la diffusion et des communications.

Q-30 Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

a) la liste;
b) le nom de la personne;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées :

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

Q-31 Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés :

Ne s'applique pas.

Q-32 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
c) le nombre total de demandes reçues;
d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.

Q-33 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

a) le coût (déplacements, etc.);
b) le nombre de ressources affectées;
c) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
e) l'objet;
f) les dates :

Ne s'applique pas.

Q-34 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-35 La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

Q-36 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-37 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019 :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.

Q-38 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-39 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme :

2017-2018

Nom de la firme	Nature	Sommes reçues $	Date des versements
Communauté métropolitaine de Montréal	Les matrices de flux et les matrices de solde migratoire interrégional	13 686	Décembre 2017
Statistique Canada	Registre des évènements démographiques : formulaires et CD numérisés	247 391	Toute l'année
Ville de Québec - Office du tourisme et des congrès de Québec	Collecte, production, intégration et diffusion d'informations statistiques sur le marché hôtelier de la région touristique de Québec	26 168	Mai 2017

Notes :

Ces sommes ont été reçues à titre de paiement pour services rendus dans le cadre d'ententes signées pour la production de documents ou d'études statistiques. Il s'agit ici de revenus autonomes pour l'ISQ.

Ces sommes incluent les taxes.

Q-40 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis :

49 830,02 $.

Q-41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat :

Aucune.

Q-42 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-43 Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Q-44 Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

Q-45 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes :

2017-2018

Ne s'applique pas.

Q-46 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-47 Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-48 Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-49 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-50 Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2017-2018 seulement.

Q-51 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2017-2018 seulement.

Q-52 Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Q-53 Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

Q-55 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

Q-56 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Q-57 Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique :

Aucune.

Q-58 Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) les motifs de la demande;
g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication :

Le montant initial et le montant final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Q-59 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

a) la dépense totale (opération et capital);

Prévision des sommes dépensées en 2017-2018[1]

Dépense totale (opération et capital)	Rémunération des employés en TI	Nombre d'employés en TI	Consultants externes	Consultants externes/ Rémunération des employés en TI
k$	k$	ETC	k$	%
3 884,0	2 244,0	30,3	200,0	8,9

1. Les informations disponibles proviennent de la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI).

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

Q-60 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

a) la masse salariale;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

2017-2018[1]

Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers
0 $	23 173,88 $	6 391,77 $	0 $

1. Considérant le déploiement du rapport SAGIR visant la standardisation entre les MO, une interprétation différente de la question a été réalisée par rapport aux années antérieures. Ces sommes représentent les sommes dues aux employés à la date effective de leur départ à la retraite.

Q-61 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-62 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-63 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable :

L'information sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.

Q-64 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

a) le sujet;
b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-65 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

2017-2018

Cotisations payées	Nombre de personnes
3 783,18 $	10

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation.

2017-2018

Association francophone pour le savoir (Acfas)
Barreau du Québec
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)
Registre des commissaires à l'assermentation
Society of Actuaries (SOA)

c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Q-66 Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-67 Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.